



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Magali DARODES  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddppenv@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2019127-0006**

### **PORTANT MISE EN DEMEURE**

### **AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de l'EARL AVIDOR dont l'élevage de poules pondeuses est  
situé Les Fauries à 26730 EYMEUX**

**Le Préfet de la DRÔME**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional n°18-247 du 19 juillet 2018 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional n° 18-248 du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-3069 du 16 juillet 2008 délivré à l'EARL AVIDOR pour l'exploitation de 2 bâtiments permettant d'élever 132 340 animaux sur la commune de EYMEUX relatif aux rubriques 2111-1 et 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 17 avril 2019 suite à la déclaration d'infection par APDI de l'élevage du 20 mars 2019 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDERANT** que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions des articles 26 et 27 de l'arrêté ministériel susvisé et que l'EARL AVIDOR n'a pas mis en place les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL AVIDOR de respecter les prescriptions dispositions des articles 26 et 27 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTÉ**

### **ARTICLE 1 : Objet**

L'EARL AVIDOR est mise en demeure :

- de respecter les articles 26 et 27 en transmettant à l'inspection les bordereaux de transferts des effluents contaminés (CERFA n) 12571\*01), le plan d'épandage, le plan prévisionnel de fumure et le cahier d'épandage de la campagne en cours et de la campagne n-1 ;
- les bordereaux d'enlèvement des fientes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec les analyses conformes à la norme NFU 42.001 correspondantes

**au plus tard 10 jours après la notification du présent arrêté.**

### **ARTICLE 2 : Sanction**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### **ARTICLE 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé. Une copie déposée à la mairie du siège de l'exploitation et tenue à la disposition du public.

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de la commune de EYMEUX, le commandant du groupement de gendarmerie de la Drôme, le directeur départemental de la protection des populations de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et notifié à l'EARL AVIDOR.

Valence, le 6 mai 2019

Le Préfet, par délégation  
Le secrétaire général

Patrick VIEILLESCHAZES